

ABONNEMENT

Saumur	
Un an . . . . .	25 fr.
Six mois . . . . .	13
Trois mois . . . . .	7
Poste	
Un an . . . . .	30 fr.
Six mois . . . . .	16
Trois mois . . . . .	8

On s'abonne

A SAUMUR  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste  
et chez tous les libraires

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

# L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . . .	20
Réclames, — . . . . .	30
Faits divers, — . . . . .	75

**RÉSERVES SONT FAITES**  
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.  
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire  
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 30 JUILLET

## Le banquet du duc d'Orléans

M<sup>r</sup> le duc d'Orléans, désireux de remercier les membres du Comité qui s'était formé pour lui offrir le magnifique bronze de Croisy, l'Armée de la Loire, et les représentants des journaux qui avaient patronné la souscription ouverte à cet effet, leur offrait dimanche, à Paris, un dîner chez Marguery.

Empêché par l'exil de présider cette réunion intime, le prince avait délégué pour le remplacer M. le vicomte de La Rochefoucauld.

Au dessert, M. le vicomte de La Rochefoucauld a donné lecture du télégramme suivant que venait de lui adresser M<sup>r</sup> le duc d'Orléans :

« Je suis toujours au milieu de vous ; mon cœur n'a pas quitté le sol de la Patrie.

Profondément touché de vos marques de sympathie, c'est avec bonheur que je m'associe à vous et que, du fond de l'exil, je crie avec vous : Vive la France !

» PHILIPPE, DUC D'ORLÉANS. »

De frénétiques applaudissements et des vivats ont accueilli le télégramme patriotique du jeune conscript. M. le vicomte de La Rochefoucauld a prononcé ensuite quelques paroles, terminant ainsi son allocution :

« Après avoir porté un toast à la France, à Monseigneur le duc d'Orléans, je veux en leur nom, messieurs, boire à votre santé à tous ! »

M. Ferré, membre du Comité de souscription, a prononcé ensuite un beau discours, que nous regrettons de ne pouvoir publier *in extenso*.

« En s'interdisant toute politique, a-t-il dit, le duc d'Orléans nous enseigne à saluer avant tout celui dont il s'est proclamé le fils soumis et le respectueux serviteur. Que notre premier toast, en cette fête, soit pour le chef de la Maison de France. Messieurs, à Monseigneur le Comte de Paris ! »

Et M. Ferré, après avoir prié M. le vicomte de La Rochefoucauld de remercier M<sup>r</sup> le duc d'Orléans au nom de ses invités, a ajouté :

« Ce n'est pas sans réflexion que nous offrons ce bronze à ce soldat. Là est la France tendant à ce jeune homme l'arme que la République lui a refusée ; c'est la France qui, de sa voix souveraine dominant toutes les passions politiques, donne la consigne sublime *Fac et spera* : Fais ton devoir et espère. Cette consigne, le duc d'Orléans l'a comprise ! »

Les assistants ont chaleureusement applaudi le discours de M. Ferré, ainsi qu'un toast porté par M. Henri Grébe aux compagnons d'exil du prince ; puis, M. Clergé a donné lecture d'une adresse des groupes ouvriers de Paris à Monseigneur le Comte de Paris, et M. Faure, ancien président du groupe monarchiste de la conférence Molé, a terminé la série des toasts par quelques paroles très applaudies.

Les assistants ont ensuite signé une adresse à M<sup>r</sup> le duc d'Orléans. Cette adresse sera portée aujourd'hui au jeune prince par M. le

vicomte de La Rochefoucauld, qui portera également à Monseigneur le Comte de Paris l'adresse des groupes ouvriers de Paris.

## CE QUI LES DÉSOLE !

« Ce qui nous désole, c'est de voir le gouvernement de la France livré aux pires intrigues. Ce qui nous désole, c'est de voir que rien n'est changé.

» On a renversé M. Grévy à propos de M. Wilson. Certes, il n'y a pas à regretter la chute de M. Wilson, et je ne ferai pas au général Brugère l'injure de le comparer au vendeur de croix. Mais il est indéniable que M. Grévy était un gardien autrement vigilant de la Constitution que ne l'est M. Carnot ; il est indéniable que, magistrat soucieux de la justice, M. Grévy n'aurait jamais osé signer un avancement qui constitue un passe-droit.

» Quant aux tripotillages d'emploi, de faveurs, de décorations, je le demande encore : qu'y a-t-il de changé ? Les avenues des ministères et de l'Élysée sont occupées par des bandes qui, pour être opportunistes ou radicales, ne sont pas moins dévorantes que la bande Wilson, et se livrent aux mêmes trafics, sinon à des trafics pires. Eux aussi, ils se croient tout permis.

Qui écrit cela ? Un journal « réactionnaire impénitent » pour employer l'expression dont on prétend nous flétrir et que nous relevons comme un certificat de patriotisme et de bon sens ?

Non !  
C'est un vieux journal républicain, le *National*.

Et si ceux-là pensent ainsi, comment serions-nous, nous autres, le moins « pénitents » ?

Mais eux, comment expliquer que, reconnaissant tout cela, le disant hautement et l'imprimant avec tous les luxes connus de la typographie, ils peuvent se dire encore républicains ? N'est-il pas très naturel que le même arbre produise toujours les mêmes fruits ? Si vous ne voulez pas avoir ceux-ci, brûlez celui-là, ou ne vous plaignez pas.

## INFORMATIONS

### Les vacances parlementaires

C'est à n'y plus rien comprendre. Le Sénat et la Chambre retardent indéfiniment les vacances parlementaire ; mais l'un et l'autre s'octroyent des vacances provisoires. On se rappelle que le gouvernement n'avait osé prendre aucune décision à propos de la suspension des travaux législatifs. Pour ne pas essuyer un échec, il a laissé la Chambre agir à sa guise. Celle-ci, suivant les anciennes et douces habitudes, s'en rapportait à l'initiative du gouvernement qui veille aux destinées du Parlement comme à celles du pays. Or, voilà que l'on patouille à qui mieux mieux.

Ainsi, l'on a vu que le Sénat avait tenu séance avant-hier. Cette séance a été une plaisanterie. A peine quelques douzaines de sénateurs s'é-

taient-ils rendus au Luxembourg. Les autres avaient préféré la prolongation de leur villégiature datant de samedi. En sorte qu'on s'est borné à expédier quelques minuscules projets de loi d'intérêt local et l'on s'est ajourné à mercredi, veille de la séance du Palais-Bourbon.

Cependant, durant les quelques minutes de la séance sénatoriale, deux dépôts de projets de loi ont été effectués. Le ministre des finances a déposé le projet de loi voté par la Chambre et relatif au régime des sucres. M. Marcel Barthe a déposé une proposition de loi tendant à créer dans chaque département un tribunal d'assises chargé de connaître des délits d'injure commis envers les membres du gouvernement et des Chambres et les fonctionnaires.

Les renseignements qui parviennent des milieux les mieux informés donnent comme à peu près certain la date du mercredi 6 août pour les vacances parlementaires.

Le Sénat voterait les quatre contributions vendredi et samedi prochains, dût-il, pour y parvenir, tenir deux séances par jour, ainsi qu'il l'a déjà fait en diverses circonstances urgentes.

Le projet renvoyé par le Sénat serait examiné dès lundi prochain à la Chambre, qui accepterait provisoirement le retour au système de la répartition.

Pendant ce temps, la haute Assemblée voterait le projet sur les sucres et les Chambres se sépareraient le 6 août, laissant au ministre des finances le soin de découvrir les ressources nécessaires pour faire face au dégrèvement des propriétés non bâties.

Nous lisons dans la *Presse* :

« Pendant que notre ministre des affaires étrangères enfonce péniblement la porte ouverte de l'*exequatur* à Madagascar et nous gratifie d'une frontière que nous avons déjà au lac Tchad ; pendant ces étonnantes négociations, qui durent depuis le 18 juin dernier et ne sont pas encore terminées, l'Italie arme. Une grande expérience de mobilisation va avoir lieu. Le point de concentration sera Turin pour les troupes de terre, et Savone pour les troupes de mer.

» Est-ce que cela ne ressemble pas furieusement à un branle-bas de combat, ayant pour objectif la France, car tous ces points sont à quelques heures de la frontière ?

» On sait que la mobilisation italienne est très défectueuse. C'est un moyen de l'abrèger, et rien que cela annonce, mieux que toutes choses, les intentions cachées. »

Le journal le *Secolo*, de Milan, confirme la conférence militaire qui a eu lieu à la villa Visconti, sur le lac de Côme, entre les généraux Cialdini et Ricotti et lord Cambridge, de l'amirauté anglaise, avec deux généraux prussiens et un autrichien.

D'après le *Figaro*, l'intention de M. Crispi est de ne pas reconnaître le protectorat français à Madagascar et de nommer deux consuls italiens sans demander l'*exequatur*.

## INCENDIES A BORDEAUX

Bordeaux, 28 juillet.

Ce soir, à six heures, un incendie s'est déclaré à la maison n° 5 de la rue Chantecrit, sur le quai des Chartrons.

Les secours, arrivés rapidement, ont permis de se rendre maître du feu avant sept heures.

A onze heures du soir, un nouvel incendie bien autrement sérieux s'est déclaré chez M. Bourguès, marchand de bois, au n° 52 du quai Deschamps, à la Bastide.

Sur ce quai se trouvent presque juxtaposés des chantiers de bois et des usines d'une grande importance.

Vers minuit, l'incendie avait pris des proportions immenses et les flammes rougissaient tout le ciel au-dessus de Bordeaux.

A minuit et demi, le feu avait dévoré les chantiers et leur contenu, la maison d'habitation, les granges, les remises et les scieries à vapeur.

Le matériel des pompiers est insuffisant, vu l'étendue de l'emplacement embrasé.

Les pompiers ne s'occupaient et ne s'occupent encore que de préserver les bâtiments voisins et les énormes tas de bois déposés sur la berge même de la rivière. On a l'espoir de réussir, car le vent a heureusement tourné.

Voici les dépêches arrivées dans la matinée :

Bordeaux, 29 juillet, 4 h. 50.

Le vent souffle avec violence, mais heureusement du côté opposé au quartier de la Bastide. Il est impossible de s'approcher à moins de 450 mètres, tellement la chaleur qui se dégage du foyer est intense.

Vers deux heures, la violence de la flamme était telle qu'on pouvait croire la moitié de la ville en feu. On pouvait lire comme en plein jour.

Bordeaux, 29 juillet, 8 h. 1/2 matin.

L'incendie de l'usine Bourguès dure encore. Les pompiers continuent de jeter des torrents d'eau sur le foyer et de préserver les habitations voisines. Il ne reste absolument rien de cette vaste scierie mécanique qui était une des plus belles de France ; elle occupait 200 ouvriers qui sont aujourd'hui sans travail.

Le feu a détruit les vastes entrepôts où se trouvaient entassées d'énormes piles de bois, trois maisons d'habitation et la scierie mécanique avec ses accessoires, le tout occupant une surface de 30,000 mètres carrés.

Les pertes sont énormes ; elles sont évaluées pour la scierie mécanique seule à 600,000 fr.

Les pertes totales s'élèvent approximativement à 4 millions de francs.

Elles sont couvertes par une vingtaine de Compagnies d'assurances.

On n'a heureusement aucun accident de personne à signaler.

## NOUVELLES MILITAIRES

L'ÉCOLE DE GUERRE

Le ministre de la Guerre a décidé la suppression de la note d'aptitude générale pour le





